

La démocratisation à la portée de tout le monde



Les expositions
d'affiches

La science peut-elle s'en affranchir ?

Toute société, dans son architecture sociale et politique, se construit avant tout à partir de la façon dont elle perçoit le monde, l'univers et la place des êtres humains en leur sein. De l'évolution des connaissances scientifiques à celle de l'organisation sociale, il n'y a donc (presque) qu'un pas ! L'exposition «La démocratie à la portée de tout le monde» met en lumière les points de tension et de convergence entre l'évolution des disciplines du savoir et l'histoire de nos sociétés, en stimulant le débat sur les liens modernes entre sciences et démocratie. Car quand leur réalité est à ce point imbriquée (débat sur les énergies, l'alimentation, la santé, l'environnement, le vivant etc), on ne peut être pleinement citoyen sans être un critique éclairé et curieux. Une des exigences démocratiques actuelle semble passer par la prise en compte des modes de participation citoyennes : la science peut-elle échapper à ces nouvelles aspirations ?



14 affiches sur la démocratie abordée sous différents thèmes

- Droit
- Épistémologie
- Anthropologie
- Géopolitique
- Sciences du langage
- Mathématiques
- Psychologie
- Biotechnologie
- Écologie
- Physique
- Démographie
- Histoire
- Statistique



Partenaires :



Public visé : Adolescents et grand public.



Durée : 40min.



Accompagnement : Préparation de la visite. Accompagnement à la mise en œuvre de projets.



Formation : Des équipes pédagogiques.



Format : Exposition composée de 14 affiches plastifiées (50x70cm), nécessitant 15m. linéaires.



DANS L'INTÉRÊT GÉNÉRAL, LISEZ-LE.

Ce qui différencie un État démocratique d'un État théocratique ou dictatorial réside dans la source du droit : un Parlement élu par le peuple, un texte sacré ou un pouvoir autoritaire. Mais aucune loi n'a le monopole de la légitimité ! L'Histoire est jalonnée de contestations populaires ayant abouti à des changements de législation voire de régime : au milieu du XIX^e siècle, les Indes, contre la colonisation, autour du Mahatma Gandhi ; dans les années 1960, aux États-Unis, contre la ségrégation raciale, autour du pasteur Martin Luther King ; en France, en 1971, pour la légalisation de l'avortement, autour du très médiatique écrivain des 343 kaspes. Théorisées aux USA au XIX^e siècle par Henri David Thoreau, ces actions de désobéissance civile sont définies comme des actes responsables (l'acteur ne se soustrait pas aux sanctions), désintéressés (l'action vise à un intérêt général), collectifs, non-violents, transparents (au grand jour) et ultimes (après avoir épuisé tous les recours légaux). Cette stratégie, toujours employée aujourd'hui par de multiples organisations à travers le monde, répond à une contradiction ressentie par les citoyens entre le droit de se révolter contre des situations injustes et insupportables et le refus de tout recours au fanatisme.



LA MAÎTRISE DÉMOGRAPHIQUE. UNE ARME DE DÉMOCRATISATION MASSIVE.

Les évolutions démographiques (durée de vie, taux de natalité...) ont un impact profond mais peu visible sur nos sociétés. Elles se déroulent sur de longues échelles de temps et chaque État cherche à les maîtriser. La politique autoritaire de l'enfant unique en Chine, si elle a vite atteint ses objectifs, a déstabilisé le pays qui manque désormais cruellement de jeunes filles. En revanche, la Province indienne du Kerala obtint des résultats similaires par l'éducation des populations, évitant les conséquences parfois dramatiques du système chinois. Massification de l'éducation (surtout des femmes) et maîtrise démographique constituent des indices de démocratisation d'une société. Ainsi, quand l'ONU envisage l'alphabétisation de tous les habitants de la Terre d'ici 2030, on peut s'attendre à des évolutions positives dans de nombreux pays. Mais la patience est nécessaire car ces processus, avant tout endogènes (qui prennent naissance à l'intérieur), demandent du temps. N'a-t-il pas fallu 200 ans aux États-Unis pour abolir officiellement la ségrégation envers les Noirs américains, obtenue de haute lutte dans les années 1960, alors que le principe d'égalité datait dans ce pays de 1787 ?



LA GUERRE. UN PRINCIPE TOUJOURS AUSSI PRIMITIF.

Si la paix est le bien, prépare la guerre ! Ce vieux principe guerrier intemporel explique encore aujourd'hui la doctrine de l'équilibre de la terreur entre puissances nucléaires. Le même principe a été utilisé par les pays musulmans du Moyen-Orient qui ont refusé de se joindre au Conseil de sécurité de l'ONU (C-232), en 1950, après deux États démocratiques ne sont entrés en guerre l'un contre l'autre. Ce conseil, siège en loi de la Cour (1986), indique que les conflits se résolvent des fois sur les territoires commerciaux, juridiques ou diplomatiques (à l'ONU) par exemple ou à l'OMC - Organisation Mondiale du Commerce - facilitant la pacification de l'ordre international. Mais il reste encore à prouver que la guerre économique fait moins de victimes que les guerres traditionnelles et que la diplomatie peut à nouveau jouer son rôle, comme dans le cas de la guerre en Irak en 2003. D'autant que l'on voit refléter la notion de guerre présente dans les avis de la Cour Internationale d'Arbitrage. Aussi, la création de la Cour Pénale Internationale (CPI) en juillet 1998 constitue une excellente source d'inspiration pour les défenseurs de la justice globale et la paix.



EST-ON LE MÊME HOMME QUE LES AUTRES QUAND ON N'A PAS LES MÊME DROITS QUE LES AUTRES ?

L'humanité, société civile, longtemps restée en deuil, est réapparue avec force dans les années 1970 à travers le combat des dissidents aux régimes communistes. Pour eux, la société civile s'oppose à l'État totalitaire, vision à l'opposé de celle, plus ancienne, où les deux notions étaient synonymes. Aujourd'hui, le monde est devenu plus complexe, plus riche de diversité, plus complexe encore à appréhender. C'est pourquoi la notion de société civile, ces changements, ces d'être riches, restent l'essence de la place du citoyen dans la vie de la cité. Cette notion est un sujet d'étude de l'anthropologie politique qui cherche à comparer les sociétés avec ou sans État, afin de trouver des similitudes (invariants) entre elles, permettant de fonder un droit valable pour tous, en tout lieu, droit que l'on appelle le droit naturel. La Déclaration universelle des Droits de l'Homme, adoptée en 1948, fut de cette nature, premier grand principe sans précédent. L'ONU d'un tout autre rôle est en œuvre. C'est pourquoi il y a pour aujourd'hui une justice essentielle et plus moderne - sur la justice des droits économiques, sociaux et culturels (DESC), visant précisément à rendre applicables ces principes dans des situations réelles, au-delà des bonnes intentions.



QUELLE DÉMOCRATIE PEUT SE PERMETTRE DE VOIR SES ÉLECTEURS PRÉFÉRER LA PÊCHE ?

En 1785, le Marquis de Condorcet démontre un paradoxe mathématique qui prouve dans certains cas l'impossibilité de désigner une majorité après une élection. Depuis, le choix du scrutin est un sujet mélange de calculs, d'éthique et de politique. Par exemple, le choix d'un scrutin proportionnel à la proportionnelle évitant d'élire des députés de parti unique. Quel est le système électoral le plus juste pour l'Europe ? À l'heure de la majorité à 55% des membres du Conseil, comprenant au moins quinze d'entre eux et représentant des États membres réunissant au moins 65% de la population de l'Union ? Il est bien sûr le vote à la majorité simple qui, en 1875 par exemple, permit le retour de la République d'une voix - 353 contre 352. La validité de la majorité, pilier des élections démocratiques, dépend aussi de la loi de vote. Une loi de vote à la majorité simple, comme celle des élections législatives, peut être critiquée pour l'absence d'alternance et le fait qu'elle favorise les deuxièmes tours. Quant à la forte augmentation du scrutin depuis vingt ans, elle fragilise la légitimité des gouvernements. Preuve que la démocratie, ne pas s'exprimer, c'est déjà dire quelque chose !



Cette exposition d'affiches peut être mise en débat pour prolonger la réflexion. Une autre exposition d'affiches « Question dont on ne peut faire l'économie » interroge les rapports entre science et économie.



Tout les visuels :

<http://bit.ly/democratisationaporteedetous>